



Rapide retour sur le CSAR du 2 juillet 2026, **qui s'est ouvert avec les 4 OS.**

Après avoir vérifié le quorum et ouvert la séance, et contrairement à son habitude où elle tient des propos introductifs, la directrice générale a laissé la parole aux OS pour les DL.

Solidaires a lu la déclaration intersyndicale unitaire et la Directrice Générale a proposé de traiter en direct la fiche 7 sur l'adaptation du réseau, présentée par la cheffe du bureau SPIB. Pour la DG, cette fiche vise à informer, mais sur des projets qui ne seraient absolument pas bouclés. Le projet vise cependant particulièrement les antennes créées après le NRP, aussi bien les « provisoires » que les « pérennes » ! Mais la DG essaie pourtant d'atténuer ce NRP2 par la création de nouvelles antennes suite à la fermeture de services de pleine compétence !

Alors que les organisations syndicales sont déjà informées d'annonces ou de tenues de réunions informelles, de certaines informations données en local et de validation de préfets, la chef du bureau SPIB et la DG ont affirmé que rien n'aurait dû sortir avant le CSAR.

Les organisations syndicales dans leur liminaire, puis dans les échanges ont revendiqué l'abandon de cette adaptation du réseau, qui n'est autre qu'un NRP 2. Les échanges tendus ont abouti à un mot d'ordre repris par toutes les organisations syndicales : fichez-nous la paix, laissez les agent.es de la DGFIP tranquilles. Puisque rien n'est bouclé, laissez tomber !!!

La DG s'y refusant, toutes les organisations syndicales ont quitté le CSAR.

La CGT Finances publiques a largement appuyé sur le rejet du NRP par les personnels et a asséné à la directrice générale qu'elle ne pouvait pas occulter le contexte dans lequel elle engageait le NRP 2 :

- les lignes directrices de gestion et la casse des droits et garanties des agent.es, qui induisent de graves problèmes de mobilité et de promotion à la DGFIP,
- la SMICardisation des agents de la fonction publique et l'urgence de l'augmentation du point d'indice et de la refonte des grilles,
- l'état des agent.es dans les services, entre pressions managériale à tous les niveaux, la canicule, les conditions de travail, l'application de la circulaire Borne qui entasse les collègues etc. sans compter les drames humains que connaît la DGFIP.

La CGT Finances publiques a ainsi mis la DG face à ses responsabilités : un plan de prévention des suicides tout en continuant à détruire les conditions de travail des agent.es et le service public qu'ils et elles rendent, c'est jouer au pompier avec un brumisateuse sur un feu qu'on a allumé et que l'on continue à alimenter !

Depuis, la direction générale a fait stopper toutes les réunions locales. Elle a également contacté les organisations syndicales afin de proposer une nouvelle première convocation du CSAR le 10/07 ainsi qu'une réunion informelle.

La direction générale pourrait ainsi considérer que le CSAR ne s'est pas ouvert !

Les 4 organisations syndicales ont refusé les 2 propositions.

Concernant les 2 GT restants :

Sur la CSB (CDC) et le sort des collègues qui travaillent sur ces missions, nous avons une sollicitation des camarades dont la direction est concernée pour aller à ce GT. Les OS siègeront.

Pour les droits syndicaux, le GT est bien en dessous des ambitions sur le sujet, en tout cas de celles de la CGT ; il sera donc boycotté par la CGT, Solidaires et FO.

Retour sur la FSR du 3 juillet

Quant à la FSR convoquée le lendemain, le 3 juillet, sur la journée, elle s'est aussi conclue (poussivement) par le départ de Solidaires, la CGT et FO après l'échange autour des propos liminaires de Mme Verdier et des déclarations liminaires des OS. L'ordre du jour n'a pas été examiné.

Les échanges ont porté sur les actes suicidaires et la canicule.

La CFDT, qui devait quitter avec nous, puis nous a déclaré partir en différé, a finalement souhaité rester, sauf si sa seule présence faisait dire à la DG qu'il était inutile de poursuivre. Nous les avons laissés et ne connaissons pas la suite...

Un rapide compte-rendu commun aux 3 sortants est en cours de rédaction.

Sans rentrer dans les détails :

- 5 suicides et 19 TS en date du 3 juillet 2026
- la DG s'inquiète de situations de détresse repérées, mais sans que les directions locales sachent comment les gérer pour éviter les suicides
- à management parfois toxique, la DG répond charge de travail des chefs de service
- l'octroi d'ASA pour garde d'enfant, interdit ou limité par certaines directions, sera réaffirmé aux directeurs locaux
- il sera rappelé aux directions la possibilité de dépasser les 3 jours maxi de TT/semaine

- 5 décès pour l'instant relevés du fait de la canicule
 - la DG souhaite faire un diagnostic approfondi du bâti
 - en attendant l'amélioration du bâti DGFIP, elle prône l'adaptation locale et le traitement au cas par cas
-
- observatoire interne : selon la DG les résultats sont plutôt bons, car même si certains indicateurs sont en baisse, la majorité est globalement à la hausse (alors que les faibles gap ne permettent d'en tirer aucune trajectoire crédible)
 - la nouvelle méthode d'allocation des emplois : pas de souci selon la DG, c'est juste une comptabilité différente, mais les moyens ne diminuent pas ; voire même ils augmentent dans certaines directions, qui ont grâce à cette nouvelle méthode une plus grande capacité à recruter ! Il a bien sur fallu lui rappeler que d'autres voient leurs emplois sabrés, que c'est une mise en concurrence des directions et qu'elle fait disparaître comme par magie les postes vacants ! Loin de s'en arrêter là, la DG a indiqué que cette méthode serait rapidement étendue à toutes les missions (dont le contrôle fiscal) !
-
- Le NRP : toujours selon la DG, il faut arrêter de dire a priori que ce sera terrible, sans même avoir les infos ; de nombreuses directions ne seront que faiblement impactées (du genre rapatriement sur une seul site), voire même n'auront aucun changement → elle souhaiterait impliquer les OS dans la meilleure manière de présenter le plus explicitement possible ce projet aux agents (!)